

Impliquer les acteurs locaux

Un «Manifeste culturel» est proposé en vue des élections communales

PAR MARIE-LAURE ROLLAND

En 2009, avant les élections législatives, le Forum Culture était parvenu à faire signer son «Pacte culturel» à tous les partis politiques présents dans le pays. L'objectif: faire de la culture un enjeu national, au même titre que les autres domaines d'action politique. Cette fois-ci, ce sont les communes qui sont dans la ligne de mire des acteurs culturels. Ceux-ci souhaitent les mobiliser dans la perspective des élections communales du 9 octobre prochain.

Des représentants du Forum Culture ont invité hier à une conférence de presse pour présenter les grandes lignes du «Manifeste culturel» qu'ils souhaiteraient débattre avec les élus locaux au courant du mois de septembre. Problème: s'il était possible de faire signer un «Pacte culturel» à six partis, il est quasi impossible de soumettre un texte à l'approbation des représentants de toutes les communes. L'initiative vise donc avant tout à une prise de conscience, ainsi qu'à une réflexion sur un cadre général pour mieux intégrer la culture dans les politiques communales.

Les intervenants ont pris acte de la multiplication des infrastructures culturelles dans le pays au cours des dernières années. L'offre existe amplement, mais la question est plutôt de savoir ce que l'on veut faire de ces infrastructures. «Il n'y a pas un déficit d'infrastructures culturelles, mais un déficit de vision culturelle», a résumé le président de la Theater Federatioun, Serge Tonnar.



Claudine Bechet, Jürgen Stoldt, Raymond Weber, Claude Frisoni et Serge Tonnar ont présenté leurs propositions lors d'une conférence de presse. (PHOTO: GUY JALLAY)

Autre point mis en avant: la relative faible fréquentation des institutions par le public. Claudine Bechet a cité un chiffre selon lequel environ 10 % seulement de la population utiliserait les salles de spectacle. «Il faut se demander comment faire passer l'information sur l'offre culturelle auprès du public. Toutes les bonnes initiatives telles que le Kulturpass ou la gratuité dans les musées ne servent à rien si les gens ne savent pas en quoi cela les concerne», a-t-elle observé. Les communes ont, à ses yeux, un rôle central à jouer en la matière, de même que les structures éducatives.

Encore faut-il que les élus locaux soient convaincus de l'intérêt d'une politique culturelle. Un point sur lequel les intervenants se sont montrés plutôt optimistes. «L'accès à la culture est un droit reconnu par la déclaration des droits de l'Homme; cette idée a fait son chemin ces dernières années au Luxembourg», estime Raymond Weber.

Un facteur de cohésion sociale

Au-delà du droit, l'enjeu touche aussi à la cohésion sociale. «La société luxembourgeoise a considérablement évolué ces dernières années. Il y a une nécessité de

réfléchir au 'vivre ensemble', et il y a deux terrains privilégiés pour cela: le sport et la culture», a souligné Jürgen Stoldt. Pour lui, la population n'a pas forcément besoin d'une «Hochkultur» que seules les grandes communes peuvent offrir; en revanche, les initiatives de culture participative peuvent permettre aux résidents de tous horizons de mieux se connaître et de partager leur culture autour de projets créatifs.

Plusieurs propositions sont mises sur la table pour aller dans ce sens. Le Forum Culture espère que les élus locaux apporteront leur pierre au débat.